



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon

Mâcon, le 14/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Est

Route de Menoux
70160 Faverney

Références : AC/NM/2024/M_143
Code AIOT : 0005401118

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté Route du Bois Morey 71210 Torcy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a présenté, dans un porter à connaissance de 2019, une évolution de son site comprenant l'installation d'une déchetterie professionnelle. Une visite d'inspection le 11/12/2020 relative aux installations de tri/transit et collecte de déchets avait par ailleurs permis de constater plusieurs non conformités.

La visite d'inspection a pour objet de vérifier que les conditions d'exploitation correspondent aux éléments contenus dans ce dossier et les réponses aux suites de la visite d'inspection du 11/12/2020 sont satisfaisantes. La visite ne concerne pas l'installation de stockage de déchets en phase de post-exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Est
- Route du Bois Morey 71210 Torcy
- Code AIOT : 0005401118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

SUEZ RV Centre Est exploite un centre de tri/transit de déchets à Torcy (71). Les installations se trouvent sur le même site qu'une installation de stockage de déchets en phase de post-exploitation. Partie du site qui ne concerne pas la visite objet du présent rapport.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Ressource en eau pour la défense incendie	Autre du 11/12/2020	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	rétenion des eaux incendie	Autre du 11/12/2020	Demande d'action corrective	3 mois
3	Volume d'activité par rubrique	Autre du 09/12/2019	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Détection des déchets ionisants	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conditions d'exploitation de la déchetterie professionnelle	Autre du 09/12/2020	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la précédente inspection du 11/12/2020 concernant les installations de tri/transit et de collecte de déchets, l'exploitant a mis plusieurs mesures correctives en place. Cependant, certaines actions restent à mener pour éviter une pollution des sols et des eaux superficielles en cas d'incendie.

Les installations dédiées à la déchetterie professionnelles semblent conformes au dossier de porter à connaissance déposé. Certaines améliorations sont à apporter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ressource en eau pour la défense incendie

Référence réglementaire : Autre du 11/12/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée : Constat de l'inspection du 11 décembre 2020 : DECI de 270 m3/h pendant 2 heures - Non conformité n°3 : A ce stade, le débit disponible sur les poteaux incendies et le bassin permettent d'assurer au mieux 173 m3/h pendant 2 heures. Il manque donc 100 m3/h pendant 2 heures. Mettre en place les moyens nécessaires pour assurer la DECI. Par ailleurs, rien ne permet de contrôler le volume disponible réellement dans le bassin. Le pompage dans un tel bassin nécessite une garde en fond et en partie supérieure qui implique que la totalité de l'eau dans le bassin ne pourra pas, en outre, être pompée. La réserve d'eau doit faire l'objet d'une visite de réception d'un organisme spécialisé en la matière. Enfin, devant toute réserve, il est nécessaire de disposer d'une ou plusieurs aires de pompage. Se mettre en relation avec le service prévision du SDIS pour mettre en œuvre un dispositif conforme. Par courriel du 26 janvier 2021, l'exploitant nous a informé s'orienter vers la mise en place d'une citerne souple en remplacement de ce bassin et prévoir la sollicitation du SDIS sur ce point.
Constats : L'exploitant a mis en place une réserve d'eau incendie composée de 2 bâches souples de 240 et 420m3. Elles sont respectivement équipées de 1 et 2 prises d'eau exploitables pour la défense incendie. Le volume est conforme à la D9. L'exploitant a indiqué avoir fait valider par le SDIS cette solution technique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera du débit des poteaux incendies et transmettra l'avis du SDIS concernant cette installation sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : Autre du 11/12/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux superficielles
Prescription contrôlée : Les aires imperméabilisées ne sont pas toujours pourvues de bordures. De sorte qu'il est possible (et même fortement probable) qu'en cas d'incendie dans le bâtiment

<p>de centre de tri, les éventuelles eaux d'extinctions s'écoulent vers le milieu naturel.</p> <p>Non conformité n°4 : l'exploitant s'assurera que la voirie est équipée de bordures sur l'ensemble de son périmètre afin de canaliser les éventuelles eaux d'extinction vers la capacité de rétention du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le mur monté en contrebas de l'aire imperméable bétonnée. Ce mur couvre bien toute la longueur de l'air imperméable, et mesure environ 3m. Aucune fissure ou point de fuite n'est visible à sa base, et il est en mesure d'assurer la rétention des eaux incendie. Il est cependant équipé d'une ouverture d'environ 30cm de large à son point le plus bas, donnant sur un regard grillagé, menant ensuite au milieu naturel. En aval de ce regard, se trouve une vanne de sécurité permettant d'isoler l'ensemble des rejets du milieu naturel. L'ouverture en point bas des murs n'étant équipée d'aucun système d'obturation, les eaux d'extinction polluées en cas d'incendie se disperseraient donc dans le fossé attenant en cas de fermeture de la vanne d'isolement menant au milieu naturel. Ce point reste donc non conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place un système d'obturation de cette ouverture permettant d'assurer la rétention sur la zone imperméable sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Volume d'activité par rubrique

<p>Référence réglementaire : Autre du 09/12/2019</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Activité par rubrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Porter à connaissance du 9 décembre 2019 :</p> <p>Voir ci-dessous – tableau avec niveau d'activité par rubrique</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de suivi de son activité indiquant les tonnages par zone de stockage et la rubrique ICPE correspondante. Les volumes ont été vérifiés par sondage et aucune non conformité n'a été relevée.</p> <p>La déchetterie pour professionnels n'est pas encore en activité au jour de l'inspection. Son ouverture est prévue pour le 8 avril.</p> <p>Aucun déchet n'est stocké dans ses équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra une copie du plan de suivi de son activité sous 3 mois.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Détection des déchets ionisants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.4.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets ionisants
Prescription contrôlée : Aucun déchet susceptible d'émettre des rayonnements ionisants ne doit être accepté dans l'installation
Constats : L'exploitant a présenté le fonctionnement de son portique de détection de rayonnements ionisants. Il fait l'objet d'une vérification annuelle. La dernière a été menée le 16 mai 2023 par SAPHYMO, et le système a été déclaré conforme. Il est procédé par sondage à la vérification du bon suivi des déchets émettant des rayonnements ionisants et il est demandé à l'exploitant de présenter le dernier bordereau de suivi d'évacuation d'un déchet émettant des rayonnements ionisants. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ce BSD.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra ce BSD sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conditions d'exploitation de la déchetterie professionnelle

Référence réglementaire : Autre du 09/12/2020
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Porter à connaissance du 9 décembre 2020 : Les aires de stockage utilisées sont soit bitumées soit bétonnées et raccordées au séparateur à hydrocarbure existants. Il est équipé d'une vanne d'isolement. Des moyens d'intervention sont mis à disposition du personnel (réserve d'absorbant et kit anti-pollution). Les batteries seront réceptionnées et stockées en caisses palettes étanches. Le site dispose également d'une fiche réflexe en cas de pollution.
Constats :

L'exploitant a présenté le fonctionnement de la vanne d'isolement au milieu naturel. Cette dernière est clairement indiquée à l'aide d'un panneau visible, et sa clé d'urgence est à proximité immédiate.

L'exploitant indique vérifier le fonctionnement de cette vanne tous les 6 mois et justifie d'une dernière maintenance au 29 décembre 2023 selon le suivi de son ERP interne.

Le logiciel de suivi de maintenance indique également un curage des débourbeurs au 11 décembre 2023 et une vérification par SARP OSIS SUD EST.

L'exploitant a présenté une réserve de sable absorbant et outils de nettoyage centralisés en un unique point du site.

OBSERVATION: il a été préconisé à l'exploitant de procéder à une répartition à divers endroits du site de kits anti-pollution.

Les bacs destinés à la collecte des batteries usagés ont été contrôlés et aucune non conformité n'a été constatée.

L'exploitant a indiqué que la fiche réflexe anti pollution était affichée dans les espaces communs des locaux d'accueil du site. Elle n'est pas affichée ailleurs sur le site.

OBSERVATION : il a été préconisé à l'exploitant de procéder à une répartition des fiches réflexes à divers endroit du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite